

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2336>



Julien Rivoire : Â« Rendez l'argent ! Â»

- FSU - CDFN - CDFN 2016-2017 - CDFN Mars 2017 -



Date de mise en ligne : jeudi 23 mars 2017

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

La politique économique du dernier quinquennat a été caractérisée par ce qu'il est convenu d'appeler la politique de l'offre.

Au prétexte de lutter contre le chômage, ce sont 40 milliards d'euros de cadeaux qui ont été promis au patronat à l'horizon 2017 (33 milliards de ressources publiques étaient dilapidées fin 2016).

A l'heure actuelle les résultats sur le terrain de l'emploi se font toujours attendre.

Le raisonnement libéral qui justifie cette politique est connu : il faudrait accroître les marges des entreprises ce qui permettrait d'augmenter les investissements et ainsi la croissance et l'emploi. Ce raisonnement, logique dans ses termes, n'a pourtant pas été vérifié dans les faits, parce qu'il fait l'impasse sur les intérêts de classe du patronat.

La France n'a toujours pas retrouvé le niveau d'investissement d'avant la crise de 2008.

Par contre, les dividendes versés aux actionnaires du CAC40 ont atteint 54 milliards l'an dernier, 17 milliards de plus qu'en 2007, ce qui permet à la France d'être championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires, devant l'Allemagne.

Preuve que cette politique de l'offre menée par les gouvernements Hollande conforte la prédation de l'économie et d'une partie des ressources publiques par la finance.

Mais on a une difficulté pour faire entendre ce message : Il n'y a aucune vérification empirique de cette relation « baisse du coût du travail » et aides aux entreprises = hausse de l'emploi, et ce pas seulement en France.

Et pourtant cette assertion nous est aujourd'hui assénée comme une vérité indiscutable. Ce caractère d'évidence est le fruit d'un long travail des idéologues du néo libéralisme.

Nous avons à savoir comment cette bataille idéologique a été menée pour renverser la logique : la répartition plus juste des richesses est efficace pour lutter contre le chômage, cela nécessite de s'affronter réellement à l'emprise de la finance et à l'idéologie du tout marché.

Pour mener ce travail, nous avons besoin d'avoir des cadres d'élaboration au service de l'action.

Il y aurait nécessité d'ailleurs à ouvrir une réflexion sur la multiplication de ces espaces d'élaboration au sein des forces de transformation sociale (CS d'Attac, Copernic, institut de recherche des syndicats, Transform ou espace Marx...), et voir comment travailler à des convergences afin de rechercher davantage d'efficacité.

Mais dès maintenant, Attac propose dans le cadre de convergence des mouvements sociaux « *Nos droits contre leur privilèges* » de mener une campagne intitulée « *Rendez l'argent* » afin de démontrer que les ressources pour satisfaire les besoins sociaux existent, chiffrées dans ce rapport à 200 milliards en cumulant CICE, Evasion fiscale et optimisation fiscale ou encore les niches fiscales.

Le rapport sera présenté à la presse le 28 mars, et des initiatives seront organisées le 1er avril, avec notamment une manifestation à Paris à 15h, puis la semaine suivante au cours de la semaine internationale contre l'évasion fiscale.

La FSU peut prendre toute sa place dans cette campagne.

Bien entendu cette campagne s'inscrira dans la durée, elle sera notamment au coeur de l'Université d'été européenne des mouvements sociaux où sont attendus 1500 personnes à Toulouse du 23 au 27 Aout prochain.